

**CONSULTANCE SUR LE
RECOUVREMENT DES COÛTS
POUR LA PLATEFORME
LOGISTIQUE DE BANGUI**

**TERMES DE REFERENCES –
CONSULTANCE EXTERNE**

**PREMIERE URGENCE
INTERNATIONALE
FEVRIER 2023**

**DATE DE SOUMISSION :
15/03/2023**

1. INTRODUCTION

1.1. CONTEXTE GENERAL D'INTERVENTION

Une décennie après la crise militaro-politique de 2013 ayant conduit au renversement du pouvoir en place, la République Centrafricaine (RCA) n'a pas encore bénéficié des dividendes de la paix et d'un développement durable. Près de trois quarts de Centrafricains vivent sous le seuil de pauvreté dans un pays dont les taux de mortalité maternelle et infantile côtoient des proportions élevées d'analphabétisme et de mariages précoces. Alors que le pays se remettait lentement de l'impact de la COVID-19, les conséquences de la guerre en Ukraine ont pesé lourdement sur le quotidien d'une population épuisée par des affrontements armés à répétition, accompagnés de graves violations des droits de l'homme. (HNO 2022)

Le contexte sécuritaire sous tension, les facteurs environnementaux, les retombées de la crise Ukrainiennes, notamment sur les prix de l'essence et des denrées de première nécessité, pour la plupart importées sont autant d'éléments explicatifs de la hausse des besoins humanitaires en RCA en 2022. D'après l'Aperçu des Besoins Humanitaires 2022 publié par le bureau humanitaire des Nations-Unies (OCHA), 3,1 millions de personnes en RCA ont désormais besoin de l'aide humanitaire, contre 2,8 millions en 2021. Cela représente 63% de la population du pays. Parmi ces 3,1 millions de personnes, 2,2 millions sont dit en besoin urgents. 2,4 millions doivent faire face à une insécurité alimentaire aigue, contre 2,3 millions l'année précédente. Autre secteur particulièrement préoccupant : la santé, avec une estimation de 2,7 millions de personnes dans le besoin.

Les conséquences de la dégradation de la situation sécuritaire dans certaines zones du pays, de la multiplication des chocs subis par les populations locales expliquent que les besoins humanitaires de ces dernières aient augmenté par rapport à 2021. Et dans un tel contexte d'intervention, au sein d'un pays confronté à des crises chroniques et à des dysfonctionnements structurels, les besoins en aide logistique aux partenaires humanitaires sont exponentiels (Cf. partie 4.1) - besoins croissants confirmés dans l'Aperçu des Besoins Humanitaire (HNO) 2022. Par ailleurs, à cela s'ajoute le facteur de la saisonnalité en RCA : la saison des pluies représente un défi logistique encore plus grand, car certaines routes deviennent impraticables pour les véhicules de plus de 15 tonnes - précisément les plus utilisés lors des interventions humanitaires d'urgence - et certaines destinations – comme Ndélé, Obo et Birao - deviennent chroniquement inaccessibles par la route.

1.2. HISTORIQUE DE PUI EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Première Urgence Internationale (PUI) est présente depuis 2007 en RCA, avec l'objectif de répondre aux besoins des populations vulnérables, victimes des crises subies par le pays depuis plusieurs décennies. PUI intervient dans de multiples secteurs dont les principaux sont la santé et la nutrition, la logistique, la sécurité alimentaire, et l'Eau, Hygiène et Assainissement (EHA).

PUI est actuellement présente dans la capitale Bangui via son bureau de Coordination, dans la préfecture de Bamingui-Bangoran, avec une base opérationnelle à Ndélé, et à Bangui, via une base une seconde base opérationnelle en charge de la coordination des activités de la Plateforme Logistique, objet de la présente consultance.

1.3. CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE LA CONSULTANCE

Les interventions humanitaires en République Centrafricaine se heurtent fréquemment à plusieurs obstacles logistiques : ruptures de stock, difficulté d'approvisionnement local, blocages à la frontière camerounaise, tracasseries (lourdes procédures administratives), etc. et, de manière générale, à un besoin croissant de stockage au regard des besoins humanitaires constants en RCA.

PUI propose depuis 2014 un service de mutualisation de stockage à température tempérée et dirigée au niveau de la capitale Bangui. En ce sens, le présent projet vise à renforcer les opérations logistiques en RCA par la mise à disposition de services mutualisés de stockage et de déploiement, tout en renforçant sa capacité de stockage d'intrants alimentaires et médicaux. La plateforme logistique de PUI permet aux acteurs humanitaires en RCA d'entreposer leurs marchandises de manière sécurisée, en respectant les normes de stockage et à un prix compétitif.

A l'ouverture de la plateforme en 2014, le stockage était gratuit pour les partenaires. Par la suite, en 2016, un système de cotisations par forfait a été instauré, révisé à plusieurs reprises. Ces cotisations représentent aujourd'hui environ 20% du coût de fonctionnement de la plateforme, le reste étant supporté par les bailleurs de fonds. Afin de préparer au retrait des bailleurs traditionnels sur ce type d'activités, PUI doit repenser le modèle économique de sa plateforme logistique à Bangui et revoir ses sources de financements.

2.OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1. OBJECTIF GENERAL :

L'objectif de la mission est d'engager la révision du modèle économique de la plateforme logistique de PUI, et la redéfinition de la politique de recouvrement des coûts.

2.2. OBJECTIFS SPECIFIQUES :

2.2.1. Etude de marché du stockage à Bangui

- Etudier le marché du stockage à Bangui selon les volumes et types de matériels entreposés ;
- Identifier les options de stockage (sous-traiter à une entreprise privée, louer sa propre parcelle, stocker dans les bureaux etc.) et définir les avantages et inconvénients pour chacune des options ;
- Chiffrer les coûts de chacune de ces options à différentes échelles (10, 50, 100, 300m³ par exemple avec la prise en compte du stockage en température dirigée, d'intrant fragiles de type alimentaire, etc.) ;

2.2.2. Analyse du fonctionnement de la plateforme

- A partir du budget mensuel de la plateforme, fourni par PUI, faire des propositions de réductions de certains postes de dépenses ;
- Analyser le système actuel de recouvrement des fonds (cotisations, ratio surface occupée / montant payé, « rentabilité » de certains items, etc.) ;
- Identifier les avantages et les inconvénients pour les partenaires de sous-traiter leur stockage à la plateforme de PUI ;
- Proposer des scénarios de modifications du fonctionnement actuel.

2.2.3. Intérêt et capacités de financements des partenaires de la plateforme

- Evaluer l'intérêt des partenaires des plateformes pour une plus forte de gouvernance du service existant ;

- Etudier avec les partenaires de la plateforme leur budget & stratégie de stockage et catégoriser ces acteurs en catégories pertinentes (méthodologie à définir, (ONGI de différentes tailles, UN, ONGL, etc.) ;
- Etablir plusieurs scénarios de cotisations, absorbable par les partenaires et identifier contreparties (gouvernance, service, etc.) à discuter avec les partenaires.

2.2.4. Capacités et opportunités de financement de PUI

- Produire un mapping des financements de ce type de projet dans d'autres contextes humanitaires
- Participer à la réflexion du mode de financement de la plateforme et la possibilité de sortir d'un financement classique (fondations, donations privées etc.)
- Développer une matrice / modèle financier pour la plateforme, avec différents scénarios de financement, et répartition des sources de financement.

2.2.5. Définition de la politique d'augmentation des cotisations

- Après analyse des parties précédentes, proposer une politique d'augmentation des cotisations en prenant en compte trois aspects :
 - Le pourcentage d'augmentation
 - La fréquence d'augmentation
 - Le potentiel ciblage des augmentations (ONGL, ONGI, UN)

3.METHODOLOGIE

La latitude est toujours laissée au consultant pour déterminer la méthodologie la plus appropriée pour atteindre les résultats souhaités. Elle doit toutefois être suffisamment détaillée pour permettre à PUI de l'analyser et de l'apprécier.

4. ORGANISATION DE LA MISSION

4.1. BRIEFING EN PREPARATION DE LA MISSION

A son arrivée en RCA, le/la consultant/e recevra un briefing du chef de mission et du coordinateur terrain sur les aspects de sécurité à respecter et sur l'organisation de la mission de consultance.

Ce briefing portera sur

- La mission PUI en RCA : contexte, opérations en cours, équipe en place, stratégie et la sécurité (il est convenu que le consultant devra respecter les règles de sécurité de l'organisation l'accueillant durant toute la durée de son séjour en RCA)
- Les objectifs et attentes de cette consultance, en lien avec les présents TdR

4.2. ORGANISATION LOGISTIQUE

En RCA, PUI prendra en charge pour le/la consultant.e :

- L'hébergement en Guest House PUI
- Les déplacements en ville avec les véhicules PUI
- Moyens de communication et accès à internet

Il restera à la charge du consultant :

- Fournir son propre ordinateur
- Billets d'avion et Visa pour se rendre en RCA
- Moyens financiers pour vivre en RCA pendant la durée du séjour

4.3. DISPOSITIF DE SUIVI

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec le Coordinateur Terrain qui est le point focal de PUI pour cette consultance mais aussi avec le Responsable Plateforme. Le/la consultant.e pourra être en contact régulier avec le Chargé de programmes HQ.

4.4. CHRONOGRAMME

Le chronogramme proposé est en 3 temps :

- Etude de marché

- Etude des capacités de financements des partenaires, de PUI et de son fonctionnement
- Etablissement de la stratégie

Les détails et durées de chaque phase restent à définir avec le/la consultant.e.

5. LIVRABLES ATTENDUS

1. Un rapport de consultance comprenant :

- Un sommaire, une table des sigles et des acronymes ;
- Un résumé exécutif d'une page (maximum) en français;
- Un rapport narratif de 30 pages (maximum, hors graphiques, pages de garde etc.) détaillant les différentes parties définies dans les objectifs spécifiques
- Des graphiques sur les parties financières.

2. Un support de communication externe comprenant :

- La comparaison entre le coût du stockage interne et du stockage chez PUI à différentes échelles (cf. 2.2.1)
- Les avantages et inconvénients identifiés de la plateforme par rapport à un prestataire externe.

6. PROFIL RECHERCHE

- Diplôme en gestion, finance, ou logistique.
- Expérience en chaîne d'approvisionnement / stockage
- Expérience requise en gestion financière
- Connaissance des mécanismes de coordination humanitaire souhaitée
- Capacité d'analyser, de conceptualiser, d'innover ;
- Capacité d'adaptation, d'organisation, de respect des échéances, sens de la diplomatie ;
- Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités ;
- Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques.
- Maîtrise de la langue française à l'oral et à l'écrit;

- Maitrise des outils informatiques
- Aptitude en communication, rédaction et présentation ;
- Capacités analytiques développées.

7.CRITERES DE SELECTION DU/DE LA CONSULTANT/E

La sélection du/de la consultant/e tiendra compte des éléments suivants :

- Correspondance entre l'offre et la demande (critères d'exclusion/admission)
- Qualité générale de l'offre (30%)
- Qualité de la proposition en termes de modes opératoires (20%)
- Références apportées par l'expert/e (20%)
- Prix proposé (30%)

8.BUDGET

A définir sur la base des offres, mais les devis proposés devront inclure l'ensemble des coûts liés à la prestation.

9.DOSSIER DE CANDIDATURE ET MODALITE DE SOUMISSION

Les candidat (e) s au présent appel à consultance sont priés de soumettre leurs candidatures à l'adresse indiquée en page 2 du présent document. Les candidatures devront comporter :

- Une lettre de motivation mentionnant clairement la date de disponibilité ;
- Un curriculum vitae ;
- Un document synthétique comportant :
 - La compréhension des termes de référence en lien avec les qualifications et expériences du postulant ainsi que toute suggestion visant à améliorer les termes de référence, dans l'optique de l'atteinte des résultats attendus ;

- La méthodologie proposée par le candidat, y compris, si pertinent, les méthodes et outils de collecte de données, la saisie, le traitement, l'analyse et l'interprétation des données ;
- Une proposition budgétaire (TTC) ;
- Un chronogramme

Merci d'adresser avant le 15/03/2023 votre proposition rédigée sur la base des critères exposés dans les termes de référence joint à cet appel, notamment détaillée au niveau des éléments méthodologiques et des livrables, et incluant un budget est à envoyer à l'adresse suivante :

Chargé de programmes RCA : Paul-Antoine Chataing, pachataing@premiere-urgence.org

10. ANNEXES

Documents de référence (liste non exhaustive) sur demande :

- Budget mensuel de la plateforme
- Historique des plans de cotisations